

Solidaires en action N° 148

Le 13 avril 2017

Avant, pendant et après les élections : lutter !

La situation sociale, économique, écologique et politique crée un très fort sentiment d'exaspération parmi la population. Les inégalités sociales, l'enrichissement d'une minorité tandis que la majorité est toujours plus exploitée (chômage, précarité, revenus en baisse, droits remis en cause, etc.), la casse des services publics, l'exploitation inconsidérée des ressources naturelles, l'inefficacité des réponses politiques dans le cadre institutionnel, l'augmentation des impôts des ménages au lieu d'une urgente réforme fiscale, nourrissent ce ras-le-bol.

Le passage en force de la « loi Travail » qui constitue une nouvelle régression sociale majeure pour le bénéfice du patronat, la répression policière exercée contre les habitant-es des quartiers populaires et les militant-es progressistes, l'état d'urgence décrété alimentent aussi la colère sociale. Tout ceci accroît un discrédit du "politique" accentué par les affaires qui touchent la sphère politico-financière.

Dans ce contexte, loin de répondre à la situation, depuis le début de la campagne électorale nous assistons à une multiplication des propos xénophobes et propositions de reculs sociaux.

Ce qui se profile est plus qu'inquiétant : promesses de réformes antisociales, montée du racisme, exacerbation de la haine de l'autre, société violente et ultrasécuritaire, avec un état d'urgence qui d'état d'exception est en train de devenir la norme.



Notre syndicalisme est indépendant du patronat, du pouvoir et de tout parti politique.

Les militant-es de Solidaires, les salarié-es décideront de porter leur voix sur tel-le ou tel-le candidat-e ou de ne pas voter en toute liberté et sans consigne de notre part. Et nous n'oublions pas ceux et celles qui travaillent et vivent ici sans droit de vote. Tous et toutes savent les combats que nous menons ensemble et ceux qui peuvent s'ouvrir devant nous dès la parenthèse électorale refermée, quel que soit le pouvoir en place.

Dans cette période, **il est donc primordial pour Solidaires de continuer à faire entendre la voix des organisations syndicales et du mouvement social.** Nos revendications restent entières et nous refusons de nous taire pour y assister en spectateur-trices. C'est le sens de notre engagement dans la campagne « **nos droits contre leurs privilèges** », où avec d'autres mouvements sociaux, nous mettons en avant la volonté de construire une société plus juste, égalitaire, débarrassée des oppressions et des discriminations et respectueuse de la planète. Ce cadre unitaire, et ouvert, est un outil pour agir dans la durée car lutter ensemble aujourd'hui c'est aussi nous renforcer pour les combats de demain.

Néanmoins, aujourd'hui comme hier nous maintenons et rappelons un positionnement de fond dans ces élections : les salarié-es, les chômeurs-euses, les jeunes, les retraité-es ne doivent pas se tromper de colère et se laisser abuser. Dans son objectif de conquête du pouvoir, Marine Le Pen tient un discours « attrape-tout », surfant sur toutes les difficultés de la période. Elle se présente comme la candidate « antisystème », en défense du « peuple » et des « laissés-pour-compte » de la crise, mais le projet politique qu'elle incarne est avant tout celui d'un nationalisme exacerbé qui ne remet en cause ni le capitalisme, ni le libéralisme, ni la course au profit, ni la concentration des richesses dans les mains d'une minorité.

Nous réaffirmons que **pas une voix ne doit aller au FN et à ces partis qui basent leur politique sur la « préférence nationale », le racisme et le repli nationaliste.**

Mais notre combat contre l'extrême droite ne s'est jamais limité à la période électorale, et nous avons plus lutté contre la progression de l'extrême-droite fasciste en agissant depuis des années au quotidien que ne l'ont fait ceux qui, par leurs pratiques, décrédibilisent toute action politique au sens large du terme. Quand nous luttons pour l'égalité des droits et au côté des sans-papiers et demandeur-ses d'asile dont le traitement est indigne, contre l'injustice, pour la sécurité et la santé au travail, pour une amélioration concrète de nos droits et une meilleure répartition des richesses, c'est dans ces moments que **nous luttons réellement contre la montée du fascisme et l'instrumentalisation de la misère sociale. Et c'est cela que nous devons continuer à faire avant, pendant et après les élections.**

Déclaration adopté par le Comité national de Solidaires le 13 mai 2017

Guyane : solidarité avec les travailleur-euse-s

Solidaires apporte son soutien à la grève générale en Guyane, votée notamment par les syndicats de l'UGT... et plusieurs de ses organisations (SUD PTT, SUD Emploi, SUD Education, etc.) participent au mouvement qui a lieu actuellement.

La mobilisation s'est étendue dans de très nombreux secteurs. Elle résulte, comme dans beaucoup de DOM et territoires ultra-marins, d'une situation économique et sociale délétère. Plusieurs facteurs peuvent l'expliquer : un abandon de l'État se comportant parfois comme aux temps des colonies, une violence sociale sans précédent du système capitaliste qui laisse des milliers de jeunes et une grande partie de la population sans travail, et de paysans et paysannes sans terre.

L'union syndicale Solidaires rejoint la population de Guyane dans sa volonté de **construire un avenir meilleur** pour toute sa population : loin des discours haineux et racistes qui nous montent les uns contre les autres, nous appelons tous les hommes et les femmes qui nous écoutent à **construire un mouvement populaire et solidaire de révolte contre l'injustice sociale** qui fait de ce territoire un des grands oubliés. Ce n'est pas en s'en prenant aux populations immigrées des pays voisins que les solutions seront trouvées, mais bien en reconstruisant et en renforçant des services publics laissés à l'abandon. C'est le cas du service public postal, de l'éducation, de la santé, de l'accès à l'eau et à l'énergie.



La colère de la population de Guyane est légitime. Son expression ne doit pas viser les populations immigrées, ni a fortiori les fonctionnaires en charge des services publics au service des populations, mais au contraire regrouper les travailleur-euses avec ou sans emplois autour des revendications pour l'emploi, pour l'émancipation, pour le partage du temps de travail et l'amélioration des conditions de vie. **Solidaires soutiendra toute initiative renforçant la lutte et la solidarité.** Ne laissons pas la Guyane aux lois du Marché et à des puissants avides de s'enrichir encore plus !

Division technique générale d'EDF : 70 jours de lutte

À EDF, en 2017, austérité sociale généralisée : gel des salaires et suppression de plus de 10% des effectifs, dans une entreprise largement bénéficiaire. À la Division technique générale, un autre problème s'ajoute à la colère des 650 agents (50% ingé, 50% tech), se déplaçant sur tout le territoire : la fiscalisation des frais de déplacements.

Cette unité très calme (salarié-es passionné-es), a lancé une **lutte inédite** (dans ses 70 ans d'histoire) ces 70 derniers jours. Pendant la première moitié de la lutte, patiente, une pétition (450 signatures), des AG, l'interpellation de la direction, des tracts syndicaux (CGT, SUD, FO), tous demandent l'ouverture de négociations locales.

Au retour des vacances d'hiver, le personnel, furieux devant l'inertie de la direction, commence un double-combat jamais vu dans ces murs :

- ♦ **l'arrêt des déplacements, notre raison de vivre**
- ♦ **le blocage des sites d'abord les mardis, puis tous les jours.**

L'humour (l'effet "Merci Patron") accompagne la colère des agents et leur donne l'énergie de durer : l'atrium est rempli de vrais pigeons pour accueillir un grand directeur d'EDF, la soumission volontaire est testée par une marche forcée dans du fumier, le cahier revendicatif est remis par des salarié-es déguisé-es en écoliers...

La lutte est joyeuse, et **au bout de 50 jours de lutte, la direction annonce enfin l'ouverture tant attendue de négociations !** Mais nous ne sommes pas au bout de nos peines. À suivre...

Sferis : première grève reconductible

L'entreprise Sferis a été créée en 2012 par la SNCF afin de **contourner le recrutement de personnels à statut** pour les travaux d'entretien de l'infrastructure ferroviaire (voies, caténaires, signalisation électrique, etc.). En quelques années cette filiale a connu un développement rapide pour atteindre cette année plus de 800 salarié-es.

Lors des élections professionnelles de 2014, la récente section SUD-Rail devenait majoritaire au sein de l'entreprise en recueillant 51% des voix au comité d'entreprise et bousculait le train-train des premières années de l'entreprise.

En 2016, alors que les NAO se déroulent en pleine mobilisation contre la loi travail et **pour imposer une convention collective du ferroviaire de haut niveau**, plusieurs appels à la grève au sein de cette entreprise sont initiés pour la première fois par la section SUD-Rail mais c'est à partir du 19 mars 2017 que se déroule la première **grève reconductible** de ce secteur sur fond de remise en cause de plusieurs acquis salariaux, mais aussi de ras le bol face aux conditions d'hébergement (la très grande majorité des salariés sont affectés sur des chantiers itinérants sur tout le territoire).

Après une semaine de grève et le blocage de nombreux chantiers, la direction accepte de rouvrir des négociations mais refuse de rediscuter des mesures salariales puisque CGT et CGC ont d'ores et déjà annoncé leur signature des NAO ! Quelques engagements sont pris visant à rapprocher les salarié-es de leur lieu de domicile ou d'améliorer leurs conditions d'hébergement mais **les salarié-es ont démontré leur capacité d'action et préparent leurs futures mobilisations !**

Marne : l'éducatrice ne sera pas licenciée

Dans la Marne, Btisame Bouchaara, éducatrice spécialisée depuis plus de 16 ans à l'association « La Sauvegarde », a été mise à pied immédiatement et menacée de licenciement, pour avoir tenu son rôle d'élue du personnel SUD Santé sociaux. Elle avait constaté des **dangereuses conditions de travail et d'accueil de jeunes mineurs isolés étrangers**, laissés seuls la nuit et le weekend avec des majeurs en difficulté. Les élu-es du personnel ont aussitôt demandé une réunion extraordinaire du CHSCT, ce qui a déclenché notamment des travaux de mise aux normes de sécurité incendie. Mais les événements se sont bousculés avec le décès de Denko Sissoko, jeune résident du foyer, après une chute de sa fenêtre. L'employeur a reproché à Btisame d'avoir répondu aux médias avec de « fausses informations » ayant porté « préjudice à la Sauvegarde ainsi qu'à son principal financeur, le Conseil départemental ».

Consultés, les élu-es du personnel ont tous voté contre le licenciement. Un comité de soutien s'est constitué, a rassemblé deux fois plus de 100 personnes devant le siège de l'association. CGT, FSU et Solidaires ont rencontré le Président du Conseil Départemental.

L'inspecteur du travail a refusé le licenciement, après 2 mois de réflexion et d'enquête auprès des salarié-es, en mettant en avant un argument de forme, difficilement contestable après un arrêt en cassation : **un employeur ne peut pas licencier pour faute grave, sur le terrain disciplinaire, pour des faits ayant eu lieu en dehors de l'exécution du contrat de travail, pour une expression dans les médias en tant qu'élue du personnel.**

L'employeur, plutôt que d'assurer sa mission de protection de l'enfance, a voulu faire taire en licenciant une élue. Il a échoué, les organisations Solidaires et CGT appellent les salarié-es à exprimer leurs besoins, pour améliorer les conditions de travail et d'accueil.

Vivarte : les salarié-es restent mobilisé-es

Fin janvier, le groupe d'habillement Vivarte, propriétaire de quatorze marques (André, La Halle, Naf Naf, Kookai) a dévoilé un plan de restructuration de grande ampleur, qui prévoit des **suppressions de postes, des fermetures de magasins et la vente de six enseignes**. Environ 1500 postes sont sur la sellette dans le groupe avec cette restructuration d'ampleur, qui fait suite à d'autres plans lancés en 2015, lesquels se sont déjà traduits par 1850 suppressions d'emplois.

Alors qu'ils-elles font face depuis des années aux errances de la stratégie « commerciale » décidée par la direction qui s'est traduite par la désertion des magasins par les client-es, les salarié-es de la Halle aux Chaussures sont particulièrement impacté-es par le plan social. Ils et elles subissent de nombreuses pressions, comme par exemple pour l'attribution de la carte de fidélité à la clientèle, ce qui est pour le moins paradoxal pour des magasins en fermeture définitive. **Vivarte se moque des salarié-es, mais aussi de ses client-es : seuls les actionnaires comptent !**

Les salarié-es, et l'intersyndicale CGC, CGT, CFTC, FO et SUD dénoncent cette politique financière, dénoncent les fermetures de magasins et la souffrance des équipes. C'est ce qu'ils-elles ont dit le 7 avril, rassemblé-es devant le siège du groupe à Paris.

Salon du livre : rassemblement des bibliothèques en lutte

Le 24 mars, près d'une centaine d'agent-es des bibliothèques se sont rassemblé-es devant le Salon du livre à Paris, à l'appel des collègues de Grenoble, qui luttent depuis 2 ans contre le plan d'austérité que leur impose la mairie et qui prévoit la fermeture de bibliothèques, des suppressions de postes importantes, des baisses de budget, etc.

Ce rassemblement était aussi l'occasion de **faire converger toutes les bibliothèques en lutte** et il y en a beaucoup, car partout, les bibliothèques municipales subissent des coupes budgétaires, des pertes de postes, un management agressif, la remise en cause de leurs missions de service public, mais aussi des pressions pour ouvrir le dimanche sans effectif supplémentaire.

Face à ces problèmes communs, la mobilisation doit donc aussi être commune et c'est pour cela que des agent-es des bibliothèques de Clamart, de la Plaine-Commune, de Paris, de Vitry, de Nantes, etc. se sont retrouvé-es aux côtés des agent-es de Grenoble.

Parce que nous subissons à la BnF **les mêmes problèmes d'austérité, de baisse du budget, de suppressions de postes, de remise en cause de nos missions, de précarité** et parce qu'il faut une action commune de toutes les bibliothèques, quels que soient leurs statuts, pour défendre le service public de la lecture, la section SUD Culture de la BnF avait appelé à ce rassemblement et y a pris part de manière importante, aux côtés d'autres collègues et camarades de la BnF, mais aussi de nos camarades de SUD Collectivité Territoriale de Grenoble, de Saint-Denis ou de Paris.

SUD Culture se félicite du dynamisme et de l'étendue de cette mobilisation. Il faut maintenant l'approfondir et y entraîner tous les établissements possibles. Les problèmes sont les mêmes dans les bibliothèques municipales, dans les bibliothèques universitaires, à la BnF, à la Bibliothèque publique d'information. Nos revendications sont donc les mêmes : **Défendons le service public de la lecture ! Des moyens, des crédits, du personnel pour les bibliothèques !**

La Poste 13 : refusons l'arbitraire

Un rassemblement de soutien à Nadir, **un facteur qui est traduit devant le conseil de discipline de La Poste pour avoir « insulté » des tracteurs FN qui le harcelaient**, est organisé le 14 avril devant la direction marseillaise de La Poste. Pendant plusieurs jours, cet agent a été suivi par des militants du Front national pour pénétrer dans les halls privés des copropriétés et autres logements locatifs afin de mettre leur propagande dans les boîtes aux lettres. Ceux-ci n'ont eu de cesse de le provoquer, le filmant quand celui-ci a répondu à leurs provocations.

A l'appui d'un éventuel licenciement, La Poste n'a en réalité qu'une vidéo de 34 secondes postée par Damien Rieu, cadre du FN et proche de Marion Maréchal Le Pen. Ce que La Poste n'a pas, c'est tout le reste, que nous sommes allés chercher en menant une mission d'analyse au CHSCT, et que nous produisons lors du Conseil de discipline... Soutenons notre camarade lors de son Conseil de Discipline et **disons non aux méthodes arbitraires et discriminatoires !**

Seine Saint Denis : non à la disparition des classes d'accueil

Auparavant, les élèves non-francophones intégraient une classe d'accueil lors de leur scolarisation en France, une classe d'une vingtaine d'élèves où l'on apprenait le français afin de rejoindre une classe ordinaire l'année suivante. Le dispositif est remis en cause en 2012 et les classes d'accueil sont petit à petit remplacées par des UPE2A (Unité Pédagogique pour Elèves Allophones Arrivants). Le bilan est désastreux : moins, sinon pas, d'heures de cours spécifiques pour ces élèves, une intégration immédiate dans les classes... **Faire des économies sur les dispositifs d'accueil pour les élèves nouvellement arrivés en France, c'est leur fermer la porte de l'école.**

La Seine Saint-Denis avait échappé à cette suppression en raison de l'impossibilité d'accueillir en classe ordinaire les élèves allophones sans faire exploser le nombre d'élèves par classe. Néanmoins, la direction départementale a finalement décidé d'appliquer les directives ministérielles à la rentrée 2017 et de sacrifier les classes d'accueil dans ce département où le service public d'éducation est déjà saturé et sous-financé et où les enfants nouvellement arrivés en France attendent jusqu'à 9 mois avant d'être scolarisés. **Sud Education 93 participe aux luttes pour le maintien des classes d'accueil et appelle à la grève le 11 mai.**

Vélib' : les élu-es doivent refuser le moins-disant social

Le Syndicat mixte Autolib' Velib' Métropole, composé des élu-es de plusieurs communes de la région parisienne, se réunissait le 12 avril à l'Hôtel de Ville de Paris pour décider de l'attribution du contrat « Vélib'2 ». CGT et SUD Commerce et services et la CGT Cyclocity appelaient à un **rassemblement pour que les élu-es reportent leur décision et organisent une négociation pluriilatérale sur l'emploi et le statut social des 315 salarié-es Vélib'**, sans oublier le personnel de ses sous-traitants.

A ce stade, l'avenir des salarié-es est compromis par :

- ♦ la légèreté avec laquelle la municipalité parisienne a anticipé le renouvellement de la concession des vélos en libre-service sans inclure, dans le contrat de délégation de service public, une clause de reprise du personnel contrairement à celui d'Autolib',
- ♦ la duplicité, au regard des pratiques qui prévalent dans l'entreprise, du groupe JCDecaux, actuel exploitant via sa filiale Cyclocity, qui agite le risque de « dumping social » en cas de reprise,
- ♦ le mépris vis-à-vis du personnel en poste dont fait actuellement preuve l'entreprise Smoovengo qualifiée pour le moment, suite à l'appel d'offres.

Pour que la délégation de service public du Vélib' ne se traduise pas par une surenchère vers le moins-disant social, **les syndicats exigent des garanties sociales et d'emplois au minimum équivalentes aux garanties accordées aux salarié-es d'Autolib'**. Solidaires Ile-de-France a écrit aux élu-es pour rappeler qu'aucune solution de poursuite d'exploitation ne doit être écartée, y compris le passage en régie municipale du service des Vélib'.

Wagons bars des TGV : une grève de 6 jours

Une forte majorité des personnels de la société Newrest Wagons-Lits, prestataire de la SNCF pour la restauration dans les TGV, a fait grève du 29 mars au 4 avril pour obtenir une **hausse des salaires et une amélioration des conditions de travail**, à l'appel de l'intersyndicale FO-CGT-SUD-Rail-CFDT.

Cette mobilisation a permis d'obtenir une augmentation du salaire de base et des primes, mais aussi des mesures améliorant les conditions de logement des salarié-es en découché. Elle a surtout montré que les salarié-es uni-es pouvaient faire reculer une direction qui refusaient de négocier.

Retrouvez les matériels liés à l'actualité et aux luttes des structures Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/-Mobilisations-et-actualites->